

Annexe 3 - projet convention CDADA

DEUXIÈME AVENANT À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT DE CORSE-DU-SUD

Le présent avenant modifie la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Corse-du-Sud signée le 15 mai 2013 et son premier avenant signé le 28 janvier 2014.

Vu les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, ainsi que par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifiés par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique,

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse,

Vu la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Corse-du-Sud.

Article 1 : Modification de l'article introductif

L'article introductif est modifié comme suit :

« Un groupement d'intérêt public est constitué entre :

- l'Etat, représenté par le préfet de Corse et de la Corse-du-Sud, par le président du tribunal de grande instance d'Ajaccio, et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- la collectivité de Corse, représentée par le président du conseil exécutif ;
- l'association départementale des maires de la Corse-du-Sud, représentée par son président ;
- l'ordre des avocats du barreau d'Ajaccio, représenté par son bâtonnier ;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau d'Ajaccio, représentée par son président ;
- la chambre interdépartementale des huissiers de justice de la Corse-du-Sud, représentée par son président ;
- la chambre départementale des notaires de la Corse-du-Sud, représentée par son président ;
- et l'union départementale des associations familiales de la Corse-du-Sud, représentée par son président.

Ce groupement est régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, les articles 141 et suivants du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000

relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, ainsi que par la présente convention. »

Article 2 : Modification de l'article 1^{er} relatif à l'objet de l'avenant

Il est ajouté après le deuxième alinéa de l'article 2 les phrases suivantes:

« Il participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends.

Il peut développer des actions communes avec d'autres conseils départementaux de l'accès au droit. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 3 : Modification de l'article 16 relatif au commissaire du gouvernement

Le premier alinéa de l'article 16 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le commissaire du Gouvernement auprès du conseil départemental de l'accès au droit est le magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près de cette cour, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991. Il assiste avec voix consultative aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 4 : Modification de l'article 17 relatif à l'assemblée générale

Le troisième alinéa de l'article 17 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Outre ses membres de droit, elle comprend, en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 modifiée par la loi du 18 décembre 1998, les membres associés suivants :

- La commune d'Ajaccio, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui ;
- La commune de Porto-Vecchio, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui ;
- La commune de Propriano, représentée par son maire et un membre du Conseil municipal désigné par celui-ci ;
- La commune de Sartène, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui. »

Le cinquième alinéa de l'article 17 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil départemental de l'accès au droit de Corse-du-Sud, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du groupement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 5 : Modification de l'article 18 relatif au conseil d'administration

Au deuxième alinéa, après les mots « outre son président » sont ajoutés les mots « et son vice-président », et le paragraphe relatif aux représentants des autres membres est remplacé par les dispositions suivantes :

Au titre des représentants des autres membres :

- La collectivité de Corse, représentée par un fonctionnaire de la direction du développement social désigné par le président du conseil exécutif ;
- L'ordre des avocats au barreau d'Ajaccio, représenté par un avocat désigné par son bâtonnier ;
- La caisse des règlements pécuniaires des avocats du barreau d'Ajaccio, représentée par un avocat désigné par son président ;
- La chambre interdépartementale des huissiers de justice de la Corse-du-Sud, représentée par un huissier de justice désigné par son président ;
- La chambre départementale des notaires de la Corse-du-Sud, représentée par un notaire désigné par son président ;
- L'association départementale des maires de la Corse-du-Sud, représentée par son président, un élu ou son directeur désigné par son président ;
- L'union départementale des associations familiales de la Corse-du-Sud, représentée par son président, son directeur ou un chargé de mission désigné par son président.

Eventuellement, lorsqu'ils sont admis à siéger au conseil départemental de l'accès au droit, en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, d'autres personnes morales parmi les membres associés :

- La commune d'Ajaccio, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui ;
- La commune de Porto-Vecchio, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui ;
- La commune de Propriano, représentée par son maire et un membre du Conseil municipal désigné par celui-ci ;
- La commune de Sartène, représentée par son maire ou un membre du Conseil municipal désigné par lui. »

Le septième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du Gouvernement ».

Le reste de l'article est inchangé.

Article 6 : Modification de l'article 19 relatif au président du conseil d'administration et du groupement

Le titre de l'article 19 est modifié comme suit : « Président et vice-président du conseil d'administration et du groupement ».

Le premier alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes : « Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal de grande instance d'Ajaccio, qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence. En

cas d'absence ou d'empêchement du président, cette voix prépondérante est attribuée au vice-président. ».

Le cinquième alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes : « Il exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration, dont il préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assurée par le vice-président. Si le président ou le vice-président sont absents ou empêchés, le conseil d'administration désigne lui-même le président de séance parmi les représentants de l'Etat »

Le reste de l'article est inchangé.

Fait à Ajaccio, le 22 mars 2018

En 13 exemplaires originaux

Lu et approuvé

Le président du tribunal
de grande instance d'Ajaccio

Le procureur de la République
près ledit tribunal

Le préfet de Corse
et de la Corse-du-Sud

Le président du conseil exécutif
de Corse

Le président de l'association départementale
des maires de la Corse-du-Sud

Le bâtonnier de l'ordre des avocats
du barreau d'Ajaccio

Le président de la caisse des règlements
pécuniaires du barreau d'Ajaccio

Le président de la chambre interdépartementale
des huissiers de justice de la Corse-du-Sud

Le président de la chambre départementale
des notaires de la Corse-du-Sud

Le président de l'union départementale
des associations familiales de la Corse-du-Sud

Le maire de la commune d'Ajaccio

Le maire de la commune de Porto-Vecchio

Le maire de la commune de Propriano

Le maire de la commune de Sartène

